François L'Écuyer

Responsable des communications, [Alternatives](#).

(2007)

“Forum social mondial à Nairobi du 20 au 25 janvier”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

François L'Écuyer

“Forum social mondial à Nairobi du 20 au 25 janvier.” Un article publié dans le journal Le Devoir, Montréal, édition du 24 et 25 janvier 2007, page A7-idées.

Mots clés: Nairobi, Forum social mondial, Mondialisation, Kenya (pays), Afrique (Région)

[Autorisation de l'auteur de diffuser cet article dans Les Classiques des sciences sociales le 24 janvier 2007.]

Courriel : francois@alternatives.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 25 janvier 2007 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Table des matières

1. **"Forum social mondial à Nairobi du 20 au 25 janvier. [En mal de mondialisation, l'Afrique ?](#)"** Un article publié dans le journal Le Devoir, Montréal, édition du mercredi, le 24 janvier 2007, page A7- idées.
2. **"Forum social mondial à Nairobi du 20 au 25 janvier. [Repenser les luttes sociales africaines.](#)"** Un article publié dans le journal Le Devoir, Montréal, édition du jeudi, 25 janvier 2007, page A7- idées.

François L'Écuyer

“Forum social mondial à Nairobi du 20 au 25 janvier.

“En mal de mondialisation, l'Afrique ?”

Un article publié dans le journal Le Devoir, Montréal,
édition du mercredi, le 24 janvier 2007, page A7- idées.

Premier de deux textes

[Retour à la table des matières](#)

Pour plusieurs, le sous-développement de l'Afrique serait dû à son exclusion des échanges économiques mondiaux. Pas assez mondialisée, l'Afrique. Seule une intégration accrue dans le système économique mondial (un processus pourtant amorcé au tournant des années 80), disent les tenants de la thèse libérale, pourrait ainsi sortir les Africains de leur extrême pauvreté.

La tenue du Forum social mondial (FSM) au Kenya cette semaine nous offre l'occasion de dresser un bilan des impacts de la mondialisation de l'Afrique ainsi que des résistances croissantes et des solutions de rechange au néolibéralisme mises en avant par les mouvements sociaux africains. En se rendant à Nairobi cette semaine, le mouvement altermondialiste devra constater l'importance de son geste : prendre acte de ces mobilisations populaires africaines souvent ignorées ainsi que de la nécessité d'appuyer celles-ci de toute la solidarité

que les altermondialistes ont pu déployer envers l'Amérique latine ou le Moyen-Orient.

400 ans d'« intégration »

Entre le XVII^e siècle et la fin du XIX^e siècle, entre 10 et 20 millions d'Africains furent déportés au Nouveau Monde sous forme d'esclaves. À la veille de son indépendance, l'île de Saint-Domingue, aujourd'hui Haïti, rapportait financièrement plus à la France que toutes les colonies espagnoles réunies, pourtant riches en or, à leur mère patrie.

Le labeur des esclaves aux Amériques, pierre angulaire du commerce triangulaire des métropoles européennes, est directement lié à l'immense accumulation de capital qui rendit possible, quelques années plus tard, la révolution industrielle en Angleterre. En effet, les banques anglaises se sont largement enrichies en finançant les expéditions négrières sur la côte ouest-africaine. Le développement des uns, soulignait l'économiste égyptien Samir Amin il y a près de 50 ans, n'a eu pour contrepartie que le développement du sous-développement des autres.

Lorsque lord Palmerston, diplomate de la reine d'Angleterre, rendit visite en 1851 à Guézo, roi du Dahomey, un des principaux fournisseurs d'esclaves aux négriers brésiliens de l'époque, pour convaincre celui-ci de mettre un frein au commerce des esclaves, la réponse du roi fut nette : pas question de sacrifier sa principale source de revenus. Palmerston tenta de le persuader de conserver ses esclaves et de faire fructifier pour lui-même leur travail. « Mais que vous vendrais-je alors ? », demanda Guézo. Palmerston pointa les champs de coton et les nombreux palmiers du roi. Sans le savoir, lord Palmerston entraîna ainsi le Dahomey, aujourd'hui le Bénin, dans la logique des avantages comparés, grandement repris aujourd'hui par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI). À quoi bon s'entêter à tenter d'exporter des produits manufacturés si l'avantage économique du Bénin réside dans son agriculture ?

Aujourd'hui, malgré son territoire restreint, le Bénin figure parmi les plus grands producteurs de coton, qui compte pour 40 % de son PIB et 80 % de ses exportations.

Ce développement « fulgurant » fut largement appuyé par les plans d'ajustement structurel contractés par le Bénin auprès de la Banque mondiale et du FMI. Afin de remplir les obligations de remboursement de sa dette -- elle-même issue, comme pour l'ensemble des pays africains, de la multiplication virtuelle des pétrodollars de la décennie 70 --, le Bénin a besoin de devises étrangères : il doit donc exporter son coton. Et ce, au prix de son autonomie alimentaire (le Bénin était pourtant exportateur net de nourriture en 1979), de la qualité de ses sols (le coton est une des cultures les plus néfastes pour l'environnement) et d'une multiplication des semences transgéniques sur son territoire.

Les exemples de ce type sont nombreux. On pourrait également citer la Côte d'Ivoire, premier producteur mondial de cacao et cinquième exportateur de café, qui demeure esclave du cours des matières premières, décidé à Londres. Le développement de ces cultures de rente et l'immigration nécessaire de nombreux travailleurs agricoles des pays voisins ne sont pas étrangers à la crise sociopolitique qui secoue actuellement ce pays. Le déplacement en Côte d'Ivoire des milices de la Sierra Leone et du Liberia, hier impliquées dans une guerre liée au commerce international de diamants, n'a rien fait pour faciliter une sortie de la crise ivoirienne.

À l'assaut des services publics

Forçant le retrait de l'État des affaires économiques et sociales, imposant des politiques de déréglementation et de libéralisation draconiennes, les plans d'ajustement structurel ont largement signé la fin des capacités d'intervention des États africains. Pas surprenant que les bailleurs de fonds (institutions financières internationales, ONU, gouvernements occidentaux) perçoivent aujourd'hui le secteur privé comme le « nouveau » fer de lance du développement de l'Afrique.

Non seulement les exemples de multinationales investissant les services publics africains (éducation, santé, eau potable, énergie, logement social, transport, télécommunications) sont nombreux, ils ont aussi signifié de graves reculs pour les populations africaines dans la satisfaction de leurs besoins essentiels.

Largement exclues des services publics essentiels sous l'apartheid, les populations noires d'Afrique du Sud doivent aujourd'hui se fier au secteur privé pour leur approvisionnement en eau potable. À Johannesburg, c'est la multinationale Suez Lyonnaise des Eaux qui, ayant contracté un partenariat public-privé avec la ville, est responsable de la distribution de l'eau, de l'entretien du réseau et de la facturation aux usagers. Incapables d'assumer les nouveaux tarifs, des milliers de résidents se sont fait débrancher du réseau d'adduction.

Dans un bidonville comme Orange Farm, les robinets communautaires aux coins des rues ont été remplacés par des compteurs pré-payés à chaque maison. Pour activer le robinet, une carte magnétique doit être achetée, ce qui réduit les coûts de débranchement pour Suez lorsque les unités sont épuisées ! Depuis la fin de l'apartheid, selon le Conseil sud-africain de recherche en sciences humaines, plus de 12 millions de personnes ont perdu accès à l'eau potable, soit le quart de la population sud-africaine.

Au Mali, la compagnie ferroviaire canadienne Canac (depuis rachetée par des intérêts américains) remportait il y a quelques années un important partenariat public-privé pour la gestion du chemin de fer national. Les autorités maliennes ont sûrement jugé que cette firme était la mieux placée pour appuyer le programme de restructuration de la Régie du chemin de fer du Mali : de 1977 à 1996, Canac Consultants Limited a reçu 40 millions de dollars en fonds publics canadiens, par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international, pour divers programmes d'appui à la « bonne gouvernance » du transport ferroviaire public au Mali.

Selon le Collectif citoyen pour la restitution et le développement intégré du rail (COCIDIRAIL), qui rassemble cheminots et (ex-)usagers des trains maliens, les conséquences de la rationalisation pilotée par Canac sont désastreuses : en plus des centaines de mises à

pied, le transport des passagers a rapidement été aboli. Le coton malien peut maintenant rejoindre le port de Dakar en plus grande quantité et plus rapidement : 26 des 36 gares du pays ont été fermées. 26 villes de brousse, établies au fil du temps au coeur du Sahel en raison de l'activité ferroviaire, aujourd'hui fantômes, victimes de cette mondialisation pourtant bien réelle de l'Afrique.

- Demain : Repenser les luttes sociales africaines

François L'Écuyer

"Forum social mondial à Nairobi du 20 au 25 janvier.

"Repenser les luttes sociales africaines"

Un article publié dans le journal Le Devoir, Montréal, édition du jeudi, le 25 janvier 2007, page A7- idées.

Dernier de deux textes

[Retour à la table des matières](#)

L'an dernier, plutôt que de tenir un seul événement, le comité organisateur du Forum social mondial avait planifié trois forums sociaux polycentriques simultanés: à Caracas (Venezuela), à Bamako (Mali) et à Karachi (Pakistan), ce dernier ayant été quelque peu reporté en raison du grave séisme qui avait frappé le Cachemire.

Le comité organisateur croyait sûrement bien faire. Les forums polycentriques de Caracas et Karachi, forts de dizaines de milliers de participants, ont certes permis une plus grande décentralisation et une meilleure appropriation citoyenne des forums sociaux.

Le succès relatif, en matière de participation, du forum polycentrique de Bamako a toutefois soulevé une importante question: jusqu'où le mouvement altermondialiste est-il prêt à aller pour afficher sa solidarité envers le continent le plus touché par la mondialisation néolibérale ?

Certes, l'Afrique peut sembler moins « attrayante » pour les militants altermondialistes. Un vent de gauche ne souffle pas sur le continent noir. Même les espoirs de la gauche internationale (le gouvernement socialiste du Mozambique et le gouvernement du African National Congress (ANC) en Afrique du Sud, entre autres) ont tour à tour déçu pour avoir embrassé le dogme néolibéral.

Pourtant, nombreuses sont les mobilisations populaires qui, au cours des dernières années, sont parvenues à remodeler le paysage politique africain. À la mondialisation néolibérale, les mouvements sociaux africains ont réussi à opposer des solutions de rechange justes et solidaires en matière de développement. Le mouvement altermondialiste doit aujourd'hui reconnaître l'importance de ces luttes dans l'élaboration d'un nouveau contrat social mondial.

Une dette odieuse

Pour la majorité des États africains, le remboursement de la dette contractée depuis les années 70 constitue le principal frein au développement socioéconomique. Pour certains pays, le poids de cette dette correspond jusqu'à 35 % de leur budget national chaque année. Tout cet argent ne peut pas être investi dans les systèmes de santé et d'éducation alors que les taux d'analphabétisme et de mortalité infantile battent des records internationaux.

Ce sont les mouvements sociaux africains, rassemblés au sein de la coalition Julibée Sud pour l'annulation de la dette des pays en développement, qui ont amorcé le travail de conscientisation des acteurs des pays développés sur cette question. Ces mouvements (les syndicats de la fonction publique en tête) ont également pu mettre au jour la perversité de nos programmes d'allégement de la dette. Le seuil d'endettement jugé « acceptable » par le FMI doit toujours être remboursé, ce qui explique l'augmentation chronique et constante, depuis 2001, des remboursements annuels du Niger, pourtant avant-dernier dans le classement du PNUD en matière de développement humain.

De plus, pour être admissibles aux programmes d'allégement -- notamment l'Initiative des pays pauvres très endettés (PPTE) --, les pays doivent respecter un ensemble de «conditionnalités»: libéralisation, déréglementation, ouverture des marchés, privatisation, etc. Ce sont les organisations africaines en lutte contre cette dette largement illégitime (puisque'elle a déjà été remboursée par trois fois) qui ont réussi à démontrer la suite logique entre les plans d'ajustement structurel et les programmes d'allégement de la dette, démasquant ainsi la rhétorique récupératrice de la finance mondiale.

Santé et VIH-sida

L'Afrique du Sud est certainement le pays le plus fortement touché par l'épidémie du VIH-sida. Jusqu'à 30 % de sa population est infectée par le virus. Après avoir annoncé en 1999 un programme de production de médicaments génériques, le gouvernement de l'ANC a été poursuivi en justice par un groupe de multinationales pharmaceutiques désirant faire respecter leur propriété intellectuelle. N'eût été de la mobilisation populaire menée par le Treatment Action Campaign (TAC), qui regroupe des dizaines de milliers de séropositifs sud-africains, et de l'interpellation des activistes et des gouvernements internationaux, ces multinationales n'auraient pas laissé tomber la poursuite, ce qui fut fait dès 2000.

Alors que le gouvernement sud-africain, l'année suivante, n'avait toujours pas lancé son programme de médicaments génériques, le TAC n'a pas hésité à l'amener en cour. La Constitution sud-africaine prévoyant un accès universel aux soins de santé, la Cour constitutionnelle de l'Afrique du Sud imposa, en deux jugements distincts, l'obligation pour le gouvernement de dispenser gratuitement de la Névirapine (qui prévient la transmission du virus entre la mère et son fœtus) et des médicaments antirétroviraux aux personnes atteintes du VIH.

Encore une fois, les mouvements sociaux africains sont à l'avant-garde d'une lutte sociale qui sera déterminante pour le mouvement altermondialiste des pays en développement, soit l'accès à des soins de santé universels et gratuits.

Intégration régionale

C'est sur le tard que les altermondialistes africains ont compris la dimension néolibérale de l'intégration sous-régionale, me confiait un militant nigérien l'an dernier. Contrairement au projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), restée lettre morte, les mécanismes d'intégration régionale africains -- tels la Southern African Development Community (SADC) ou la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) -- ont suscité peu de mobilisation populaire.

Pourtant, lorsque le Niger, en pleine famine fin 2004, décidait de hausser et d'imposer sa taxe sur la valeur ajoutée aux produits de première nécessité (eau et nourriture comprises), les organisations nigériennes ont rapidement fait le lien entre ces hausses et les obligations du Niger envers la CEDEAO. Une opération « villes mortes », paralysant l'ensemble du pays début 2005, a non seulement fait reculer le gouvernement du Niger en la matière, elle est aussi parvenue à mobiliser les acteurs de la sous-région au rôle d'articulation des politiques néolibérales jouées par les organisations régionales et les États nationaux. La problématique d'intégration régionale en Afrique est à l'ordre du jour à Nairobi.

Il faut dire qu'au Niger existait déjà un véritable réseau de mobilisation. En 2003 avait été tenu le Forum social nigérien, qui avait rassemblé des centaines d'organisations à travers le pays. Malgré les difficultés économiques et démocratiques qu'on connaît, les militants du Niger avaient démontré la capacité d'organiser une des déclinaisons nationales du forum social les plus efficaces sur le continent.

Droit à la vie

La précarité sociale et économique à laquelle font face les mouvements sociaux d'Afrique ont forcé ceux-ci à rétablir des ponts importants, parfois délaissés dans les pays développés, entre la vie au travail et la vie à l'extérieur du milieu de travail. Plus près de nous, Marcel Pepin, alors président de la CSN, avait nommé cette bataille le «deuxième front»: pour survivre, pour se reproduire, la classe ouvrière

doit s'assurer de pouvoir jouir de services essentiels en matière d'éducation, de santé et de logement, entre autres. L'apport des mouvements sociaux africains, dans le contexte de mondialisation néolibérale actuel, est incontestable.

Les problèmes du continent africain demeurent toutefois nombreux. La gravité des crises socioéconomiques, trop souvent héritées d'un autre siècle, ont provoqué de nombreux conflits meurtriers, que ce soit au Soudan, en Côte d'Ivoire, en République démocratique du Congo ou en Somalie. Les mouvements sociaux d'Afrique manquent cruellement de moyens pour s'attaquer à de si grands fléaux.

Le Forum social mondial de Nairobi n'aura sûrement pas le même retentissement que ceux tenus à Porto Alegre. Mais espérons que le mouvement altermondialiste saura jeter les bases de nouveaux partenariats solidaires avec les organisations africaines.

Fin du texte